



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 487 – 14 avril 2023

Zoom sur le rapport Africa's Pulse

Le 5 avril 2023, la Banque mondiale a publié son rapport biannuel [Africa's Pulse](#), intitulé *"Tirer meilleur parti des ressources naturelles pendant la transition écologique"*. Le rapport présente principalement la situation macroéconomique de l'Afrique subsaharienne ainsi que les perspectives.

Un ralentissement de la croissance économique en Afrique subsaharienne

Après une reprise à 4,1% en 2021, l'activité économique en Afrique subsaharienne a ralenti en 2022, avec une croissance à 3,6%, soit 0,3 point de pourcentage de plus que les prévisions d'Africa's Pulse d'octobre 2022. La croissance a été soutenue par la reprise du commerce mondial, les prix élevés de certaines matières premières et le dynamisme de la demande intérieure. Toutefois, le ralentissement a été moins important dans les pays non riches en ressources, à l'image du Bénin (croissance à 6%), de la Côte d'Ivoire (6,7%) et du Togo (4,9%).

En 2023, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait continuer à ralentir pour atteindre 3,1 %, sous l'effet (i) de l'atonie persistante de la croissance mondiale ; (ii) des taux d'inflation élevés et (iii) des conditions financières difficiles dans un contexte de fort endettement. Le rapport évoque même un risque de stagflation pour certains pays et attire l'attention sur la décélération de la croissance des investissements (privés et publics) dans la région (passant de +6,8% en 2010-2013 à +1,6% en 2020-2021). La croissance dans l'UEMOA devrait rester stable en 2023 et s'établir à 5,5% (contre 5,6% en 2022). Néanmoins, elle devrait connaître un rebond en 2024-2025 avec une moyenne annuelle de 6,5%, tirée par le Sénégal et le Niger, en lien avec la mise en exploitation des gisements d'hydrocarbures.

L'Afrique subsaharienne fait face à des vulnérabilités persistantes liées à la dette

Le rapport déplore l'envolée l'endettement public en Afrique subsaharienne, avec une forte augmentation avant même le début de la crise COVID-19. En valeur nominale, la dette publique a plus que triplé entre 2010 et 2022, passant de 354 Mds USD à 1140 Mds USD, et 22 pays présentent un risque élevé de surendettement extérieur ou sont en situation de surendettement. De plus, aucun pays ne présente un risque faible de surendettement. Par ailleurs, l'augmentation de la dette non concessionnelle ainsi que l'émergence de créanciers privés et de nouveaux prêteurs bilatéraux dans l'encours de la dette en Afrique subsaharienne ont favorisé la hausse du service de la dette publique. Ce dernier représente 28% des exportations et 41% des recettes publiques en 2021 d'après le rapport.

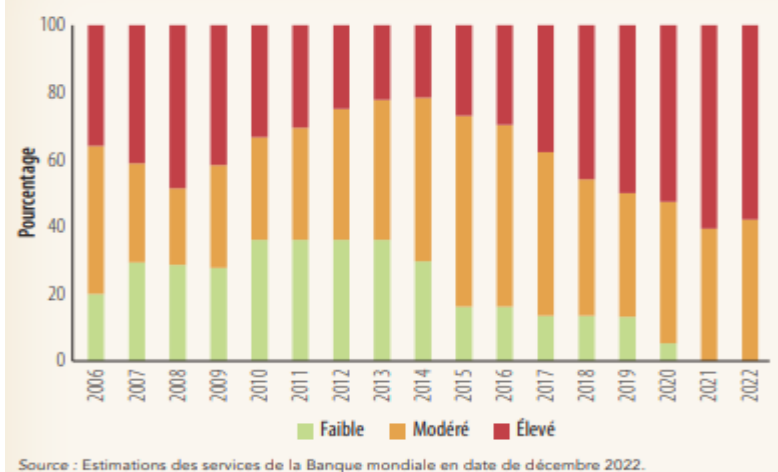
LE CHIFFRE À RETENIR

3,6%

Le taux de croissance de
l'Afrique subsaharienne en
2022 selon Banque mondiale

Dans ce contexte, le rapport formule plusieurs recommandations pour la viabilité des finances publiques. Sur le plan extérieur, il s'agira d'accroître l'utilisation et l'accélération des traitements au titre du cadre commun mis en place par le G20 et de favoriser les financements concessionnels. Sur le plan intérieur, les pays devront augmenter leur capacité à mobiliser des recettes publiques, notamment en tirant profit du potentiel de revenu dans le domaine des ressources naturelles. À noter que le rapport met également l'accent sur l'utilisation des ressources naturelles comme vecteur de croissance économique en pleine transition énergétique, grâce à de nombreux minéraux et métaux nécessaires à diverses technologies d'énergie propre.

FIGURE 1.24 : Risque de désendettement extérieur (part des pays actifs du CVD PFR)



Régional

Amélioration de la capacité de détention de titres publics pour les banques publiques de l'UEMOA

Dans un avis daté du 11 avril 2023, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest [autorise](#) temporairement les établissements de crédit à exclure les titres publics qu'ils détiennent du champ d'application de la norme prudentielle portant sur les prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires au compte. Ainsi, les banques dont les Etats membres sont actionnaires auront plus de flexibilité dans leur contribution au financement des politiques publiques par le biais d'acquisitions de titres publics. Par ailleurs, cette décision s'adresse également aux problèmes récents de liquidité sur le marché régional.

8 M USD de la BAfD pour améliorer l'identification bancaire dans la ZMOA

Le 7 avril 2023, le Fonds africain de développement (FAD), le guichet concessionnel

du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#) un don de 8 M USD pour la mise en place d'un système d'identification bancaire unique numériquement interopérable et d'un cadre harmonisé d'identification des clients en Gambie, en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Le projet devrait débuter en juillet 2023 sous la direction de l'Institut monétaire ouest-africain (IMAO) et rassembler près de 53 prestataires de services financiers à travers les pays participants et ainsi contribuer à améliorer l'intégration financière ainsi que l'efficacité du secteur financier dans la Zone monétaire ouest-africaine (ZMOA).

Accord portant sur le transport maritime entre la Guinée et la Sierra Leone

Le 7 avril 2023, la Guinée et la Sierra Leone [ont signé](#) un accord de coopération dans le domaine du transport maritime inter-états. Cet accord se rapporte notamment à : (i) la promotion des relations maritimes ; (ii) la coordination du trafic bilatéral ; (iii) le renforcement de la coopération entre acteurs économiques ; et (iv) l'amélioration de la sécurité de la navigation maritime. En outre, la convention prévoit aussi la mise en place d'un

comité pour veiller à son exécution et proposer des amendements en fonction des enjeux actuels. Par ailleurs, avec la construction de la gare maritime de Sandervalia, la Société navale guinéenne et la compagnie sierra-léonaise Sea coach express prévoient d'effectuer une desserte maritime entre Conakry et Freetown.

🇧🇪 Bénin

100 M USD de la BM pour la mise en œuvre du Programme Gbessoké

En marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, le Ministre de l'Economie et des Finances béninois [a procédé](#) à la signature, le 11 avril 2023, d'un accord de financement à hauteur de 100 M USD avec la Banque mondiale (BM) pour la mise en œuvre du Programme Gbessoké. Ce dernier ambitionne de : (i) mettre aux normes et augmenter le nombre d'infrastructures destinées à la délivrance des services et prestations sociaux ; (ii) soutenir la capacité productive et d'autonomisation des ménages pauvres extrêmes ; (iii) favoriser la mise en œuvre de l'économie solidaire.

🇸🇩 Burkina Faso

Inflation à +2,9% en g.a. en mars 2023

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +2,9% en glissement annuel (g.a.) en mars 2023, contre +6,1% le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par l'augmentation des prix du logement, de l'eau, du gaz, de l'électricité et autres combustibles (+9,8% en g.a.), des transports (+11,5% en g.a.) et des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+16,9% en g.a.), consécutif à la hausse des taxes sur les boissons alcoolisées. A noter le niveau d'inflation relativement modéré des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,3% en g.a.). Enfin, en moyenne annuelle, le taux d'inflation est estimé à 12,8% en mars 2023.

Le gouvernement décrète la mobilisation générale

Le Conseil des Ministres du 13 avril 2023 [a adopté](#) un projet de décret portant ordre de mobilisation générale et de mise en garde qui vise à constituer un cadre juridique et légal à l'ensemble des actions qui seront mises en œuvre pour répondre à la situation de péril du Burkina Faso et au terrorisme. Sur cette base les autorités compétentes seront en droit de : (i) requérir les personnes, les biens et les services ; (ii) soumettre à contrôle et à répartition les ressources au ravitaillement et à cet effet, imposer aux personnes physiques ou morales en leurs biens, les sujétions indispensables ; (iii) d'appeler à l'emploi de défense, à titre individuel ou collectif.

Le Plan d'actions pour la stabilisation et le développement estimé à 12 Mds EUR

Le 11 avril 2023, le Ministre délégué chargé du Budget [a présenté](#) le Plan d'actions pour la stabilisation et le développement (PASD) aux députés de l'Assemblée Législative de Transition. Le PASD est articulé autour de 4 piliers : (i) lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité territoriale ; (ii) répondre à la crise humanitaire ; (iii) refonder l'Etat et améliorer la gouvernance ; et (iv) œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale. Ce plan, dont le coût est estimé à 7 673,3 Mds FCFA (11,7 Mds EUR), sera financé à hauteur de 40% sur ressources propres et de 31,8% sur ressources extérieures. Le besoin de financement du PASD restant à couvrir représente 27,9% du coût total, soit 2 141 Mds FCFA (3,3 Mds EUR). Il sera couvert avec l'accompagnement du secteur privé et des partenaires au développement.

🇮🇪 Cap-Vert

Hausse des IDE de 58% en 2022

Selon les données de la Banque du Cap-Vert (BCV), l'archipel [a reçu](#) près de 13,4 Mds CVE (121,9 M EUR) d'IDE en 2022, ce qui représente une hausse de 58,2% par rapport à 2021 et de

105,4% par rapport à 2020. Le plus important pourvoyeur d'IDE en 2022 a été le Portugal (33,6% du total) tandis que par secteur, celui du tourisme a concentré l'essentiel des IDE (83,7%).

Côte d'Ivoire

300 M USD de la BM pour la connectivité routière

Le 4 avril 2023, la Banque mondiale (BM) [a annoncé](#) son co-financement au Projet de Connectivité rurale (PCR) à hauteur de 300 M USD, soit 60% du coût global du projet. Cette enveloppe regroupe un appui technique et financier afin de réhabiliter et entretenir environ 15 000 km de routes et d'infrastructures rurales dans 11 régions de la Côte d'Ivoire. Le PCR ambitionne de garantir à au moins 90% de la population l'accès à des routes praticables par tout temps et situées à moins de 5 km de leur domicile. En outre, tous les établissements scolaires et sanitaires devraient être connectés à des routes praticables en toute saison. Plus largement, ce projet devrait contribuer à: (i) l'ouverture de pôles de croissance économique; (ii) la réduction du temps de transport; (iii) la résilience climatique en plantant près de 1 M d'arbres. A noter que le financement restant sera octroyé par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (200 M USD).

Un navire de type FPSO en route vers le gisement Baleine

Le 6 avril 2023, une unité flottante de production, de stockage et de déchargement d'hydrocarbures (FPSO) [a quitté](#) Dubaï pour se diriger vers le gisement Baleine, au large d'Assouindé. Son arrivée en Côte d'Ivoire marquera l'entrée en production du gisement au 2nd semestre 2023, 18 mois après sa découverte. Pour rappel, le gisement Baleine qui concentre d'importantes réserves de pétrole (2,5 Mds barils) et de gaz (3 300 Mds pieds cubes), sera exploité par le consortium ENI/Petroci. La 1^{ère} phase d'exploitation permettra d'augmenter de 50% la production journalière de pétrole du pays.

8,2 M EUR pour la lutte contre le travail des enfants

Le 13 avril 2023, la Côte d'Ivoire [a lancé](#) le programme "Ensemble pour agir sur les causes profondes du travail des enfants dans la Nawa" (ENACTE). Ce dernier, initié par l'UNICEF, l'Office international du travail (OIT) et l'Office international d'immigration (OIM), est co-financé à hauteur de 5,4 Mds FCFA (8,2 M EUR) par l'Union européenne et la Suisse. Le programme vise à promouvoir les droits des enfants à travers: (i) l'accès à l'éducation et aux services sociaux de base; (ii) la protection contre la violence et l'exploitation et (iii) des opportunités de travail décent pour les parents ainsi que les jeunes en âge de travailler. Pour rappel, la Nawa est une grande région productrice de cacao où le risque de travail des enfants est très élevé. Ainsi, ENACTE s'inscrit dans la mise en œuvre du plan d'action et de la stratégie nationale du gouvernement pour un cacao durable.

Gambie

La croissance économique projetée à 5,6% en 2023

Lors de la conférence de la Communauté des superviseurs bancaires africains, le 2^{ème} Vice-Gouverneur de la Banque centrale de Gambie (BCG) [a annoncé](#) que la croissance économique du pays devrait s'établir à 5,6% en 2023, contre 5,2% en 2022. L'économie gambienne qui se remet de différentes crises montre des signes de reprise, notamment avec un rebond du tourisme et des envois de fonds. En outre, le système bancaire gambien reste résilient et bien capitalisé, avec un ratio d'adéquation des fonds propres pondéré en fonction des risques de 24,8% en décembre 2022, supérieur au seuil réglementaire de 10%. Aussi, le ratio de liquidité s'élevait à 63,7% en décembre 2022, bien au-dessus de la norme prescrite de 30%. Le ratio des créances en souffrance enregistre de modestes améliorations: il est passé de 5,2% en décembre 2021 à 4,6% en décembre 2022.

❖ Guinée

5 M USD de la CBG pour un projet d'électrification dans la région de Boké

Le 12 avril 2023, la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) [a annoncé](#) la signature d'un protocole d'accord avec le gouvernement guinéen pour une assistance financière à hauteur de 5 M USD en vue de soutenir un projet d'électrification dans la région de Boké. En plus de la contribution financière, la CBG apportera une assistance technique aux techniciens d'Electricité de Guinée (EDG) en charge du projet. Ainsi, ces différentes contributions devraient permettre de compléter la phase 1 du projet visant à électrifier la commune de Kamsar.

❖ Libéria

Le déficit commercial se creuse de 3% en 2022 pour s'établir à près de 470 M USD

Selon le [rapport annuel](#) de la Banque centrale du Libéria (CBL), publié le 30 mars 2023, le déficit commercial s'est creusé de 2,9% pour atteindre 469,8 M USD. En effet, si les exportations ont progressé de 20,1% à 1,1 Md USD en 2022, la progression des importations a été plus forte, soit 14,2% pour atteindre 1,5 Md USD. Les principaux produits exportés au cours de l'année 2022 ont été l'or (51,3% du total des ventes), le minerai de fer (27%) et le caoutchouc (9,6%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (32,4% du total des achats), les produits alimentaires (25,6%) et les matériels de transport (20,2%). Enfin, les principaux clients du pays ont été la Suisse (43,8% des ventes), le Royaume-Uni (8,6%) et les Etats-Unis (7,4%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la Côte d'Ivoire (17,8% des achats), la Chine (9,9%) et l'Inde (7,7%).

❖ Mauritanie

Inauguration d'une usine de production de lait à Nouakchott

La société Nezaha Tijariya [a inauguré](#), en présence du Premier ministre, une usine de production de lait et de produits dérivés à Nouakchott. La capacité de traitement de cette usine est de 40 000 tonnes de lait/an (de vache, de chamelle, de chèvre et de brebis). Cet investissement de 600 M MRU (15,7 M EUR) contribue à la stratégie nationale d'atteinte de l'autosuffisance alimentaire du pays et du développement de la filière lait dans le pays.

❖ Niger

Financement par l'Allemagne de 2 infrastructures de santé pour 60 M EUR

Le 13 avril 2023, dans le cadre de sa visite de travail au Niger, la Ministre de la Coopération Economique et du Développement de la République Fédérale d'Allemagne [a réaffirmé](#) le soutien de son gouvernement au développement du Niger. Ainsi, cette visite a été l'occasion d'annoncer le financement de deux projets d'accès aux soins pour un montant de 60 M EUR visant, d'une part, à la construction d'un hôpital militaire, et, d'autre part, la réalisation d'un centre hospitalier universitaire.

Signature d'accords de don de 9 M EUR avec le Japon en faveur de l'agriculture

Le 12 avril 2023, l'Ambassadeur du Japon au Niger et le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération nigérien [ont procédé](#) à la signature de 2 accords de don pour un montant total de 5,8 Mds FCFA (8,8 M EUR). Le 1^{er} accord, d'un montant de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR), vise à fournir des équipements agricoles et de génie civil de confection japonaise tels que des bulldozers, des tracteurs, *etc.* Le second, d'un montant de 2,8 Mds FCFA (4,2 M EUR), vise la distribution d'engrais pour la production de riz

dans les localités de Diffa, Konni et Madarounfa ainsi que la communauté urbaine de Niamey.

🇸🇳 Sénégal

Augmentation de 42% du trafic passager à l'Aéroport Blaise Diagne en 2022

Selon [le bulletin statistique du trafic aérien](#) de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (ANACIM) au Sénégal, le nombre de passagers transportés depuis et vers l'Aéroport International Blaise Diagne est estimé à 2,6 M, soit une hausse de 42% par rapport à 2021 et de 6% par rapport à 2019 (niveau enregistré avant la pandémie). Les compagnies sénégalaises occupent une place importante dans l'activité de la plateforme, en particulier Air Sénégal qui représente 28% de l'ensemble du trafic passagers. La compagnie Air France suit avec une part de 10,4% du trafic passager, puis Royal Air Maroc avec 7,3%.

Dotation budgétaire de 152 M EUR pour la campagne agricole 2023-2024

Le 12 avril 2023, le Chef de l'Etat sénégalais [a annoncé](#) l'allocation d'une dotation exceptionnelle de 100 Mds FCFA (152,1 M EUR) à la campagne agricole 2023-2024. Cette allocation représente une hausse de 25% par rapport à la campagne agricole 2022 – 2023, témoignant de la volonté du gouvernement de renforcer sa politique de souveraineté alimentaire. Pour rappel, dans une allocution au début du mois d'avril, le Premier Ministre sénégalais avait déclaré l'importance de cette campagne agricole et la nécessité qu'elle soit un succès.

🇲🇵 Togo

Création de la Société togolaise de manganèse

Lors du Conseil des Ministres du 5 avril 2023, le gouvernement [a adopté](#) un projet de décret portant création, attribution et organisation de la Société togolaise de manganèse (STM). Cette décision répond à la volonté du gouvernement de doubler la contribution du secteur minier au PIB à l'horizon 2025 à travers l'exploitation optimale des ressources minérales. Ainsi, la STM s'assurera de la valorisation du manganèse en vue de développer la chaîne de valeur de l'industrie minière pour dynamiser la création d'emplois et l'économie du pays conformément à l'axe stratégique 2 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international